



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

*Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement Auvergne - Rhône-Alpes*

*Unité départementale de l'Isère  
Pôle territorial  
Subdivision T2*

Grenoble, le 14 mars 2019

Référence: 2019-Is022T2

affaire suivie par : Guillaume LAVABRE  
Tél. 04.76.69.34.37  
guillaume.lavabre@developpement-durable.gouv.fr

**DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE**

**SOCIÉTÉ SAMSE**

**Rapport de l'inspection des installations classées**

**Objet :** Dossier de porter à connaissance

**PJ :** arrêté préfectoral complémentaire

**Adresse du site :** 109, Avenue Jacqueline Auriol ZAC AIR PARC OUEST  
38590 BREZINS

**Code S3IC :** 0104-00091

**Priorité DREAL :** SP

**PJ :** projet d'arrêté préfectoral complémentaire

**Copies :** T2-chrono

## I. Présentation générale

Conformément à l'article R181-46 du Titre VIII du Livre 1er du Code de l'Environnement le Groupe SAMSE a porté à la connaissance du Préfet les modifications induites par son projet de fusion de sa plateforme logistique dédiée au stockage de matériaux et d'outillage avec son entrepôt de stockage, dit « Entrepôt RBS », situé au Nord de cette plateforme logistique.

Cette étude réalisée par le bureau d'études ALPES CONTROLES a été réceptionnée en préfecture le 24 janvier 2018.

### I.1 Description de l'activité

#### I.1.a) Plateforme logistique existante

La plateforme logistique existante est dédiée au stockage de matériaux et d'outillage. Aménagée en 2002 sur la zone d'activité, elle a fait l'objet d'une extension en 2006 avec la création de deux nouvelles cellules de stockage.

L'ensemble occupe aujourd'hui une surface bâtie de 37 540 m<sup>2</sup>. Le périmètre d'exploitation actuel occupe une superficie totale de 74 320 m<sup>2</sup>.

Le stockage est organisé selon 6 cellules de 6 000 m<sup>2</sup> environ chacune. Les produits sont stockés en racks. Le bâtiment comprend également un local de charge des batteries des engins de manutention. Enfin, des zones de stockage extérieures sont situées à l'Ouest et au Nord du bâtiment.

#### I.1.b) Entrepôt RBS

L'ensemble du site RBS occupe une superficie totale de 31 420 m<sup>2</sup>. Il comprend un unique bâtiment de 3 550 m<sup>2</sup> composé principalement d'une zone de stockage de produits destinés aux grandes surfaces de bricolage sur une surface d'environ 2940 m<sup>2</sup>. Il comporte aussi des bureaux et des locaux sociaux.

### I.2 Installations classées et régime

La plateforme logistique est actuellement soumise à autorisation au titre de la rubrique 1510-1 (entrepôts de stockage de matières combustibles) et 1432-2a (liquides inflammables) de la nomenclature des ICPE. La plateforme est également classée sous le régime de la déclaration pour les rubriques 1530-b (cartons), 1530-b (bois), 2663-2b (plastiques), 1412-2a (aérosols), 2925 (ateliers de charge d'accumulateur) .

L'entrepôt RBS est actuellement soumis à déclaration au titre de la rubrique 1510-2 (entrepôts de stockage de matières combustibles) et 2925 (ateliers de charge d'accumulateur) de la nomenclature des ICPE.

Ces anciennes rubriques datant respectivement de 2002 (pour la plateforme logistique) et 2006 (pour l'entrepôt RBS) sont obsolètes et doivent être mises à jour.

## II. Analyse et avis de l'inspection des installations classées

Les modifications prévues sur le site du groupe SAMSE à BREZINS consistent uniquement en l'extension du périmètre administratif d'exploitation de la plateforme logistique existante. Pour cela le groupe SAMSE:

- Fusionne la plateforme logistique avec l'entrepôt RBS existant.

- A fait l'acquisition le 12/03/2018 du foncier de la voirie séparant les deux sites (anciennement propriété de la Communauté de Commune Bièvre Isère).

- A fait l'acquisition le 12/03/2018 du foncier de la parcelle située à l'Ouest de l'entrepôt RBS (anciennement propriété de la Communauté de Commune Bièvre Isère).

- Mettra en œuvre de nouvelles clôtures pour étendre les limites d'exploitation de son site.

L'arrêté ci-joint actualise le tableau d'activité et les prescriptions applicables à l'ensemble de l'établissement.

### III. Conclusions – Propositions

En l'absence de création de nouvelles installations industrielles, le projet n'aura pas d'impacts négatifs notables sur l'environnement et les risques accidentels. Les aménagements prévus au sein de l'établissement n'augmentent pas les dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du Code de l'environnement. L'examen de l'ensemble des critères de la circulaire du 14 mai 2012 relative à l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement indique que les modifications projetées ne sont pas substantielles. En conséquence, nous proposons de prendre, en application de l'article L.181-14 du code de l'environnement un arrêté préfectoral complémentaire qui actualise:

- le tableau d'activité suite aux modifications successives de la nomenclature
- les prescriptions applicables à l'ensemble de l'établissement.

Par message électronique du 13/03/2019, l'exploitant a précisé n'avoir aucune remarque à formuler sur le projet d'arrêté préfectoral ci-joint qui reprend les dispositions ci-dessus.

En application de l'article R.181-45, le préfet peut solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sur les prescriptions complémentaires prises en application de l'article L.181-14. Compte-tenu de l'absence d'impact particulier et des éléments présentés ci-dessus, nous proposons de ne pas solliciter cet avis.

L'inspecteur de l'environnement

  
Guillaume LAVABRE

Pour la directrice, et par délégation  
Le chef de DUD 38

  
Mathias PIEYRE

## Projet d'arrêté

### Article 1 :

Le tableau d'activité de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2002 est remplacé par le tableau suivant :

Désignation des installations et activités	Rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime
Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : 1. Supérieur ou égal à 300 000 m <sup>3</sup> .....A	1510-1	358 880 m <sup>3</sup>	A
Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur à 1000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> .....D	1530-3	16 000 m <sup>3</sup>	D
Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur à 1000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> .....D	1532-3	1 560 m <sup>3</sup>	D
Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : c) Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 10 000 m <sup>3</sup> .....D	2663-2c	8 000 m <sup>3</sup>	D
Accumulateurs (ateliers de charge) I. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50Kw.....D	2925	La puissance maximale de charge est inférieure à 50 kW.	NC
Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t.....D	4320	26 t	D
Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t.....DC	4331	88 t	DC

## **Article 2 :**

Les dispositions de l'arrêté du 11 avril 2017 sont complétées par :

-les dispositions applicables aux installations existantes de l'arrêté ministériel du 05/12/16 applicables à la rubrique 1532-3

-les dispositions applicables aux installations existantes de l'arrêté ministériel du 05/12/16 applicables à la rubrique 4320

-les dispositions applicables aux installations existantes de l'arrêté ministériel du 22/12/08 applicables à la rubrique 4331